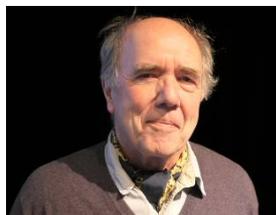


Comment meurent les démocraties :

Les leçons de l'entre-deux guerres.



Par : Jean-Claude Hazera

Journaliste économique et historien.

Sommaire

Comment meurent les démocraties :	1
I. Le traité de Versailles :	1
II. Désordre, violence et impuissance de l'État :	2
III. Ce que nous apprend la guerre d'Espagne :	3
IV. Ce que nous apprend l'Amérique de Roosevelt :	3
V. Ce que nous apprend la France de Pétain et Laval :	4

I. Le traité de Versailles :

Le traité de Versailles est le processus qui met fin à la première guerre mondiale. C'est la première grande conférence mondiale : beaucoup de pays y sont représentés. Le président des États-Unis, Woodrow Wilson n'avait jamais passé autant de temps hors de son pays. L'Italie et l'Allemagne sont deux jeunes nations qui viennent d'être réunifiées. La guerre va souder ces pays, renforcer leur sentiment national.

Le suffrage universel en Italie date de 1913, et l'Allemagne était « l'Empire démocratique ». C'était deux jeunes démocraties.

Le traité de Versailles a porté Mussolini, puis Hitler au pouvoir.



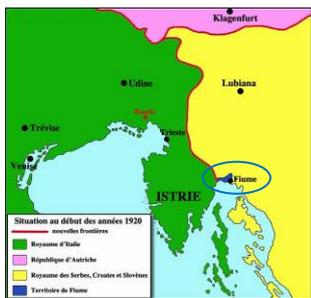
La conférence de Paris est dominée idéologiquement par l'idée que la notion de nation est une bonne chose. C'est un héritage du XIX^{ème} siècle. Woodrow Wilson qui a été un peu le parrain de cette conférence, a soutenu le principe de nationalité, l'idée d'une nation.



Ensuite, les experts des pays vainqueurs se demandent rapidement où faire passer les frontières.

L'Italie, bien que réticente au début, en échange de promesses territoriales, s'était rangée auprès des alliés dans la guerre. C'est un pays complexé car il est le plus pauvre de l'Europe. Il aura autant de morts que les autres nations.

Au XIX^e siècle, Fiume est principalement peuplée d'Italiens, de Croates et de Hongrois. En 1919, au moment de fixer les frontières, on se demande à quel pays on doit la rattacher : à l'État serbe, à l'État italien ?



Les Italiens sont vexés par l'Amérique qui ne veut pas d'une antenne italienne autour de cette ville.

Pour les experts, il fallait garder un accès à la mer aux nouveaux états de la côte dalmate.

D'un autre côté, les Allemands n'ont pas trop conscience qu'ils ont été vaincus. Leur pays n'a pas été envahi. Pour eux, les militaires allemands ont juste négocié un armistice, une suspension du conflit.

Or, à la conférence de Paris, les représentants allemands n'y sont pas. Le sentiment nationaliste allemand est blessé, entretenu également par les hommes politiques de Weimar.

Après la conférence, les empires austro-hongrois et ottomans sont démantelés.

L'Allemagne est un peu diminuée : elle perd l'Alsace et la Lorraine, et des territoires du côté de la Pologne, mais en gros, elle n'est presque pas touchée, elle reste puissante.

En fait, c'est le vaincu qui va faire peur aux vainqueurs.

Tout cela sera exploité par les nazis.

L'économie n'a pas eu l'importance qu'on lui donne pour expliquer les problèmes ; la crise a débutée en 1929, et Mussolini a pris le pouvoir en 1922 !

Louis-Lucien Klotz, notamment chargé de négocier les « réparations » dues par l'Allemagne et fixées par le traité de Versailles, est l'auteur de la formule fameuse : « *L'Allemagne paiera !* ».

C'est une absurdité économique. Cependant, l'Allemagne se relève peu à peu ; elle n'a payé qu'une petite partie des sommes réclamées.



John Keynes (1883 – 1946) écrit « Les conséquences économiques de la paix », un brûlot où il décrit ce qui s'est passé à la conférence de Versailles qu'il va bientôt quitter.

Pour lui, l'économie explique tout.

Le nationalisme hérité du XIX^e siècle, est un poison pour la démocratie, d'autant plus que le discours en est facile, simpliste.

Pour repérer les plus dangereux parmi ceux qu'on nous désigne comme « populistes », vérifions l'intensité de leur nationalisme. Le nationaliste italien Matteo Salvini est potentiellement plus dangereux pour la démocratie que ne l'a été le « populiste » grec Alexis Tsipras, qui a permis à son pays de sortir d'un très mauvais pas tout en restant une démocratie.

II. Désordre, violence et impuissance de l'État :

Bien sûr tous les pays connaissent des problèmes économiques au sortir de la guerre. De plus, ils connaissent des conflits sociaux, des ambiances révolutionnaires comme en Allemagne.



Un nombre important de militaires italiens décident d'occuper Fiume. Le poète italien Gabriele d'Annunzio tire parti de cette situation confuse, et entre dans Fiume le 12 septembre 1919, à la tête d'une colonne de soldats ; il gouverne pendant quinze mois.

L'État italien ne contrôle plus rien. Les faisceaux italiens (les Chemises noires) de Mussolini marchent vers la capitale de l'Italie le 28 octobre 1922, dans le but d'impressionner le gouvernement libéral alors encore en place et de faire pression sur la classe politique ; ce fait sera connu dans l'histoire sous le nom de « la Marche sur Rome ». Il symbolise l'impuissance de l'État.

En Allemagne, dans les années 20, se développe une hyperinflation, résultat d'un état faible et qui laisse faire l'inflation ; cela devient vite dangereux, déstabilisant.

Thomas Mann, prix Nobel de littérature, Albert Londres, grand reporter, Stefan Zweig dramaturge et journaliste autrichien en parlent et s'en inquiètent.

Rapidement c'est la pénurie, la famine. L'État est en cessation de paiement. C'est de cette crise que se souviendront toujours les Allemands ; ce sera un terreau pour Hitler.

Quand l'État est faible les citoyens cherchent l'ordre ailleurs. Les « Chemises noires » en Italie, ou les S.A. (Sections d'assaut) en Allemagne semblaient être les seules formations ordonnées et disciplinées ; quelque part elles rassuraient.

Les peuples ont les dictateurs qu'ils désirent. Une dictature est toujours soutenue par une part importante du peuple.

Hitler et Mussolini ont pris le pouvoir démocratiquement et les ennemis de la démocratie peuvent néanmoins avoir du talent.

III. Ce que nous apprend la guerre d'Espagne :

Les pires dictatures sont celles qui s'installent après une guerre civile.

En Espagne la droite avait pris le pouvoir, puis ce fut la gauche. Panique à droite, coup d'état et guerre civile.

La guerre civile a duré de 1936 à 1939.

Le pays, dans les têtes, ne s'est jamais installé dans la démocratie.

La démocratie ne vit pas de constitution, mais par un ensemble de traditions, de règles non écrites.

La démocratie ne s'impose pas au peuple, il faut que ce peuple le demande (voir ce qui s'est passé en Algérie).

La lutte des classes est dangereuse pour la démocratie.

En Espagne, 60 % des populations des campagnes étaient très pauvres. Les grands propriétaires n'ont rien voulu céder.

Il existait des organisations anarchistes très structurées, mais les riches défendaient leurs biens.

IV. Ce que nous apprend l'Amérique de Roosevelt :



L'Amérique a connu autant la misère au moment de la crise de 1929 que l'Allemagne. Le gouvernement a chargé une femme dans tout le pays, pour en dresser un tableau le plus précis possible.

Alors, pourquoi n'a-t-on pas les mêmes conséquences qu'en Europe ?

Là-bas, le « chômage est l'affaire de l'ouvrier ».

Les leaders politiques puissants étaient déjà là, s'exprimaient à la radio, et il ne faut pas oublier le rôle des prédicateurs qui parlaient

aussi politique. Ils s'opposaient quelquefois à Roosevelt.

En Allemagne, les meilleurs dirigeants politiques possibles sont morts jeunes. Or la démocratie a besoin de « professionnels » de la politique.

Aux Etats-Unis Roosevelt en était un. Il a su communiquer une direction, et donner aux gens l'envie de le suivre c'est ce qu'il a appelé le »New Deal ». En même temps, il a fait de bonnes réformes.

V. Ce que nous apprend la France de Pétain et Laval :

Ce fut une vraie mise à profit des circonstances. Ce ne sont pas des populistes, des amoureux d'Hitler, mais la vieille droite maurassienne qui s'emparait du pouvoir.



La république est encore mal acceptée, et pour certains, il y a trop de démocratie.

La Troisième République a gardé le pouvoir par chance et adresse du parti radical.

Les démocraties peuvent aussi mourir de vieillesse, lorsqu'elles finissent par être trop coupées du peuple, et trop crispées devant la moindre réforme.

La démocratie, c'est à nous de la faire vivre.

Faut-il s'inquiéter de ce qui se passe en Hongrie où on parlait de « démocratie libérale », de « démocrature » ?
